Thierry MEYSSAN

L'EFFROYABLE IMPOSTURE 2

Manipulations & Fake News

Éditions Demi-Lune
Collection Résistances

Ouvrage publié sous la direction d'Arno Mansouri

Éditions Demi-Lune
26, Menez Kerveyen • 29710 Plogastel Saint-Germain
Tél. : 02 98 555 203
www.editionsdemilune.com

Thierry Palau, pour la conception graphique de la couverture et sa réalisation

L'auteur remercie Oscar Abudara Bini, Jürgen Cain Külbel, Serge Marchand, Éric Olsen

Texte : © Thierry Meyssan, 2007-2018
Tous droits réservés

Réédition de l'ouvrage original en français paru chez éditions Alphée.

© Éditions Demi-Lune, 2018
Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
ISBN : 978-2-917112-35-9 (livre papier) / 978-2-917112-36-6 (PDF) / 978-2-917112-37-3 (Epub) / 978-2-917112-38-0 (Mobi / Amazon)

Dépôt légal : octobre 2018

10 9 8 7 6 5 4 3 2 1

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur, de l'auteur ou de leurs ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L-335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Un cas d'école : Le « journalisme » de propagande

Le Monde est un journal autoproclamé « quotidien de référence » des élites françaises. Il défend une ligne éditoriale résolument atlantiste et sioniste qui l'a conduit à soutenir successivement Edouard Balladur, puis Lionel Jospin contre Jacques Chirac à l'élection présidentielle. Il traite la question libanaise en reprenant systématiquement la rhétorique du département d'État des États-Unis et du ministère des Affaires étrangères israélien, sans hésiter à falsifier les faits qu'il rapporte pour les faire coller à sa propagande.

Les exemples ci-dessous ont été choisis de sorte qu'ils soient représentatifs de ce parti pris : ils concernent le traitement des principaux événements des deux dernières années. Je n'ai pas souligné des erreurs factuelles qui se seraient involontairement glissées dans tel ou tel article, comme cela peut toujours arriver même aux journalistes les plus scrupuleux, mais uniquement des « unes » et des éditoriaux qui ont fait l'objet de débats en conseil de rédaction et ont été publiés en pleine connaissance de cause.

24/LE MONDE/SAMEDI 4 DÉCEMBRE 2004

H C

Le Monde
ÉDITORIAL

Le poison d'Al-Manar

LA DIFFUSION à répétition d'images et de discours de haine sur le territoire français par la chaîne télévisée Al-Manar pose un sérieux problème. La gesticulation de la classe politique, en multipliant les déclarations péremptoires et vaines, en pose désormais un second. Voilà donc un dossier empoisonné dans lequel une inutile confusion vient se greffer sur des aspects juridiques et moraux.

Al-Manar n'est pas n'importe quelle télévision. Il s'agit de la chaîne du Hezbollah libanais dont la diffusion ne cesse d'augmenter dans le monde arabe et qui est regardée par 20 % de la population libanaise. Et le Hezbollah n'est pas n'importe quel mouvement politique. Cette milice armée, née dans les années 1980 en réaction à l'occupation israélienne de la partie sud du Liban, est devenue un parti qui a remporté une large victoire lors des dernières élections municipales. Chiite pro-iranien, soutenu par la Syrie, le Hezbollah assoit son succès sur une intense action caritative et un combat fanatique contre *« l'ennemi sioniste »*.

En 2000, Lionel Jospin, alors premier ministre en déplacement en Israël, avait condamné *« les attaques du Hezbollah et toutes les actions terroristes unilatérales »*, encourant sur-le-champ un blâme présidentiel. Les réactions indignées dans le monde arabe avaient donné la mesure de la popularité d'une organisation qui recourt aux attentats et exalte le martyrologe palestinien. Cette politique et cette idéologie se retrouvent inévitablement sur les écrans d'Al-Manar. La convention d'agrément accordée à la chaîne à la mi-novembre par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), avec toutes les mises en garde possibles, n'y a rien changé.

Une dizaine de jours après s'être engagée à respecter les règles et les lois françaises, Al-Manar les a enfreintes. Propos antisémites et propagande anti-israélienne ont réapparu. Inadmissibles, ce racisme et cette guerre des images doivent être sanctionnés ; la loi appliquée, comme elle s'applique à l'ensemble des médias diffusés en France.

Logiquement, le CSA a saisi le Conseil d'Etat afin que soit ordonnée la cessation de la diffusion d'Al-Manar. Tel est le cheminement obligé d'une procédure respectueuse du droit français en l'état actuel des choses. Les hommes politiques et les parlementaires, qui font et votent les lois, devraient le savoir. Ils devraient avoir à cœur de ne pas hystériser un débat, comme ce fut le cas cette semaine à l'Assemblée nationale, qui concerne non seulement l'Hexagone, mais aussi l'Europe – le satellite Eutelsat arrose les pays de l'Union européenne – et tout le Proche-Orient.

En demandant la *« résiliation »* de la convention accordée à Al-Manar, Jean-Pierre Raffarin ne fait pas de la bonne politique. Le Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative, n'a besoin ni de conseil ni de directive. En revanche, le premier ministre pourrait utilement proposer une modification de la loi pour donner davantage de moyens d'action et de répression au CSA.

Le Monde
Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur délégué : Edwy Plenel
Directeur général : Fabrice Nora

Dans son édition du 4 décembre 2004, *Le Monde* publie un éditorial non signé (c'est-à-dire engageant toute la rédaction) dans lequel il déplore que la loi française ne permette pas d'interdire Al-Manar et apporte son soutien à une proposition parlementaire pour « donner davantage de moyens d'action et de répression au CSA ».

Le journal prend donc partie pour l'interdiction de la chaîne tout en reconnaissant que ses programmes ne sont pas antisémites au regard de la loi.

Le Monde titre son édition du 16 février 2005 : « La Syrie en accusation après l'assassinat de Rafic Hariri ». Contrairement aux usages, il n'est pas indiqué qui met la Syrie en accusation. Le texte précise : « Les soupçons se sont *naturellement* portés sur la Syrie, Rafic Hariri étant devenu l'un des principaux opposants à la présence militaire syrienne depuis son départ du gouvernement en octobre dernier ». Ici, il n'y a ni enquête, ni débat, mais une certitude qui découle de soupçons « naturels ».



Le Monde

MÉTROPOLITAINE — MERCREDI 16 FÉVRIER 2005 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY —

La Syrie en accusation après l'assassinat d'Hariri

AU LENDEMAIN de l'attentat à l'explosif qui a coûté la vie, lundi 14 février à Beyrouth, à l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri et à quatorze autres personnes, des consultations devaient avoir lieu mardi au Conseil de sécurité à l'ONU. Dans un texte soutenu par la France, les Etats-Unis ont demandé un *« rapport »* sur l'assassinat au secrétaire général Kofi Annan. A Paris, M. Chirac a réclamé une enquête internationale. La France et les Etats-Unis avaient parrainé, en septembre, la résolution 1559 exigeant le retrait des troupes syriennes du Liban.

Les soupçons se sont naturellement portés sur la Syrie, Rafic Hariri étant devenu l'un des principaux opposants à la présence militaire syrienne depuis son départ du gouvernement, en octobre. Damas a officiellement condamné l'attentat.

A Beyrouth, l'ampleur de l'explosion a réveillé les souvenirs de la guerre civile.

Lire pages 2 et 3

Beyrouth, 14 février : une colonne de fumée s'élève des lieux de l'explosion de la voiture piégée, sur le front de mer.

ALEXANDER JENNICHES/REUTERS

Dans son édition du 28 octobre 2005, *Le Monde* reprend les imputations mensongères de Reuters attribuant à Mahmoud Ahmadinejad la volonté de « rayer Israël de la carte ». La « une » est illustrée par un dessin de Plantu. Utilisant un procédé classique de propagande, il représente le Président iranien caricaturé en Hitler. Il tient une centrale nucléaire et un camp de concentration est à ses pieds. En arrière-plan, des religieux chiites – également caricaturés en Hitler – portant un brassard sur lequel le signe « nucléaire » remplace la croix gammée, saluent en levant le bras et en désignant des étoiles de David.



Le Monde

MÉTROPOLITAINE — VENDREDI 28 OCTOBRE 2005 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY —

Le régime iranien multiplie les signes de radicalisation

***« ISRAËL** doit être rayé de la carte »*, a déclaré mercredi 26 octobre le président iranien Mahmoud Ahmadinejad. *« Il ne fait aucun doute*, a ajouté le chef de l'Etat iranien qui s'exprimait devant les participants à une conférence consacrée à un « monde sans le sionisme », *que la nouvelle vague* [de lutte] *en Palestine balayera ce stigmate* [Israël] *de la face du monde musulman. »* Israël considère l'Iran comme un danger *« évident et actuel »*, a aussitôt répliqué le ministre israélien des affaires étrangères, Sylvan Shalom. Les réactions de réprobation sont nombreuses dans le monde.

Après son élection, à la fin du mois de juin, M. Ahmadinejad avait momentanément abandonné l'extrémisme verbal dont il avait fait preuve pendant la campagne électorale. La radicalisation du discours iranien, le durcissement du régime et de sa diplomatie, les mystères du programme nucléaire iranien alimentent l'inquiétude de la communauté internationale.

- Le président iranien : « Israël doit être rayé de la carte »
- Réprobation de la communauté internationale
- Durcissement du régime à l'intérieur et sur le plan diplomatique
- Un programme nucléaire mystérieux et inquiétant

Lire page 2 et notre éditorial page 16



www.lemonde.fr

Le Mo

62e Année - N°19122 - 1,20 € - France métropolitaine — Mercredi 19 juillet 2006

Chirac et Bush veulent neutraliser le Hezbollah

À la une de son édition du 19 juillet 2006, *Le Monde* affirme que MM. Bush et Chirac s'accordent pour neutraliser le Hezbollah. Pourtant, la veille la présidence de la République se désolidarisait des propos du ministre néoconservateur de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, qui – comme Lionel Jospin en 2000 – avait qualifié le Hezbollah de « terroriste », tandis que le Premier ministre Dominique de Villepin, en déplacement à Beyrouth, serrait la main d'un ministre membre du Hezbollah.

Dans son éditorial du même jour, *Le Monde* réécrit l'Histoire pour créditer la lecture bushienne des événements. Il invente une chronologie imaginaire où l'assassinat de Rafic Hariri (15 février 2005) est suivi par les élections législatives libanaises (29 mai au 19 juin 2005), puis par la résolution 1559 (2 septembre 2004) et enfin par le retrait syrien (15 mars au 26 avril 2005). Ce micmac permet au *Monde* d'intoxiquer ses lecteurs en leur faisant croire à une action concertée franco-états-unienne durant toute la période. Le quotidien atlantiste commente une inflexion de la position française face à Israël par rapport à 1996, alors qu'il s'agit d'une inflexion de la vérité.

ÉDITORIAL

Inflexion française

La France a une « relation spéciale » avec le Liban. Premier pays à envoyer un émissaire de haut rang à Beyrouth, au sixième jour de la guerre, la France a tenu, selon Dominique de Villepin, à exprimer sa *« solidarité »* avec le *« peuple libanais »*. Le premier ministre a appelé à *« une trêve humanitaire immédiate »* destinée à mettre fin aux *« souffrances de la population civile »*. Outre qu'elle fait sien l'appel du premier ministre libanais, Fouad Siniora, à un cessez-le-feu, la France évoque le déploiement d'une force internationale au Liban sud, à la frontière avec Israël, force qui devrait avoir, selon Jacques Chirac, des *« moyens de coercition »*.

Dans sa quête d'une *« trêve humanitaire »*, Paris n'est cependant pas très coriace, moins qu'en 1996, lors de l'opération israélienne « Raisins de la colère ». Après avoir dénoncé *« la réaction disproportionnée »* d'Israël, M. Chirac a concentré ses attaques contre le Hezbollah et, sans les nommer, contre les deux pays qui soutiennent la milice chiite, la Syrie et l'Iran.

Les raisons de cette inflexion française sont multiples, mais deux d'entre elles dominent. La première est l'assassinat, en février 2005, du premier ministre libanais, Rafic Hariri, *« meilleur ami étranger »* de M. Chirac, selon l'un de ses conseillers, assassinat vraisemblablement préparé, selon les premières constatations de la commission d'enquête internationale, par des agents syriens et libanais pro-syriens. La seconde est le rapprochement franco-américain qui s'en est suivi. Paris et Washington ont soutenu ensemble les forces politiques opposées à la Syrie qui ont gagné les élections. Puis la France et les Etats-Unis ont fait voter la résolution 1559 de l'ONU exigeant un retrait syrien.

Or la résolution 1559, qui vise à une souveraineté pleinement retrouvée du Liban, exige aussi un désarmement du Hezbollah. D'où l'attitude de M. Chirac, faite d'extrême sévérité à l'égard de la milice chiite, qui non seulement refuse de désarmer, non seulement relance les hostilités en attaquant des soldats israéliens, mais a, soupçonne Paris, un agenda caché destiné à défendre les intérêts de Damas et de Téhéran.

M. Chirac, traditionnel allié des pays arabes, a donc décidé de doser sa diplomatie : un appel à la retenue israélienne d'un côté, une détermination à en finir avec le problème du Hezbollah de l'autre. Cette politique est sans aucun doute la plus légitime. Elle est la seule à même de préserver une ligne commune avec les Etats-Unis et un embryon de consensus international.

Mais elle ne devrait pas négliger une réalité : Israël ne vise pas, en ce moment, que le Hezbollah, mais bel et bien le Liban. Et si son opération militaire peut servir, selon les plus optimistes, à en finir avec le Hezbollah, il ne faudrait pas qu'elle anéantisse les efforts des Libanais pour reconstruire leur pays. ■

Le Monde
www.lemonde.fr
62e ANNÉE - N° 19128 - 1,20 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE — MERCREDI 26 JUILLET 2006 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-

Israël s'empare de Bint Jbeil, fief du Hezbollah au Liban sud

Diplomatie Beyrouth juge irrecevable le projet de règlement que lui a exposé « Condi » Rice

JÉRUSALEM BEYROUTH
CORRESPONDANTS

Le général israélien Alon Friedman, haut responsable de la région militaire nord, a déclaré, mardi matin 25 juillet : *« Bint Jbeil est entre nos mains. »* Cette ville de 30 000 habitants, située à 3 kilomètres de la frontière, était le principal bastion du Hezbollah près de celle-ci. Elle est la deuxième place forte conquise par Tsahal au Liban sud en trois jours, après Maroun Al-Ras dimanche 23 juillet. Un porte-parole de l'armée israélienne a toutefois admis qu'il restait des poches de résistance.

L'offensive a été menée par deux brigades de blindés appuyées par des hélicoptères d'attaque. Les troupes ont dû vaincre la résistance d'au moins une centaine de combattants du Hezbollah retranchés dans la ville. Au moins deux soldats israéliens ont été tués et quatorze autres blessés au cours des combats. Un porte-parole de l'armée a indiqué que le commandement de l'opération avait confirmé la mort de dix hommes du Hezbollah. *« Les combats ont été acharnés, et nous ne pouvons pas vérifier le poids de chacune des victimes ennemies »*, a-t-il déclaré.

Un hélicoptère de combat Apache s'est par ailleurs écrasé près de la frontière pour des raisons non précisées. Les deux pilotes ont été tués. Ce qui porte à 41 le nombre de victimes israéliennes depuis le début des opérations, le 12 juillet : 17 civils et 24 militaires. Cinq jours auparavant, une collision entre deux Apache avait fait un mort.

A Bint Jbeil, deuxième objectif de l'actuelle offensive terrestre de Tsahal au Liban sud, la résistance a été nettement plus acharnée que lors de précédentes incursions ou offensives. C'est en effet la troisième fois que Bint Jbeil est la cible de l'armée israélienne. La première fois, en 1972, lorsqu'il s'est agi de « déloger » les Palestiniens de l'OLP afin de les éloigner de la frontière. La deuxième fois, en 1978, lors de l'opération « Litani », qui avait permis de prendre le contrôle de cette ville avant d'en faire le point d'ancrage de l'Armée du Liban sud (ALS), une milice chrétienne de supplétifs d'Israël dirigée par le général Antoine Lahad. Jusqu'au retrait d'Israël de ce territoire, en mai 2000, Bint Jbeil était le quartier général de Tsahal et de l'ALS.

Cette cité est ensuite devenue un quartier général du Hezbollah, qui s'est installé dans les locaux laissés vides, avant d'en faire une place forte.

C'est le bataillon de reconnaissance « Egoz », de la fameuse unité d'élite « Golani », ainsi que le bataillon « 51 » qui ont été à la pointe des combats. Deux chars Merkava ont été touchés, l'un par une roquette antichar et l'autre par une mine, lors d'une embuscade. L'aviation, appelée en renfort, a tiré par erreur sur ses propres troupes, faisant cinq blessés dans les rangs de Tsahal. Aucun autre détail n'avait été fourni mardi matin sur l'opération.

MICHEL BÔLE-RICHARD
ET MOUNA NAÏM

Lire la suite page 3



■ **Les exigences de Tzippi Livni.** La communauté internationale doit *« s'impliquer »* résolument aux côtés du gouvernement libanais pour l'aider à mettre en œuvre la résolution 1559 de l'ONU sur le désarmement du Hezbollah libanais, déclare au *Monde* la ministre des affaires étrangères israélienne. Mme Livni ne veut pas de cessez-le-feu sans garantie que *« les règles du jeu sont durablement changées »*, sinon, *« le lendemain du cessez-le feu, l'Iran fera un chèque au Hezbollah, qui ira à Damas acheter de nouveaux missiles »*. **Page 4**

■ **Comment Jérusalem voit la future force internationale.** Des spécialistes israéliens ont des idées très précises sur ce que devrait être à l'avenir une force internationale efficace au Liban sud. Ils veulent un dispositif très réactif, prêt à *« subir des pertes et à en infliger »*. Quels pays la composeraient ? L'Allemagne, la France, l'Italie et la Russie sont fréquemment citées. Jamais les Etats-Unis. Des experts évoquent aussi la Turquie, afin de priver le Hezbollah de tout argument polémique sur la nature du dispositif à créer. **Page 5**

Dans son édition du 26 juillet 2006, *Le Monde* annonce en « une » : « Israël s'empare de Bint Jbeil, fief du Hezbollah au Liban Sud ». C'est une faribole. La ville résistera 30 jours à l'envahisseur. Comme Stalingrad, elle sera entièrement détruite, mais jamais prise.

Toujours à la « une », un dessin de Plantu tente de rejeter dos à dos Israël et la Résistance libanaise, l'agresseur et l'agressé, en les accusant de violer les Droits de l'Homme.

À la « une » de son édition du 15 août 2006, *Le Monde* annonce la cessation des combats au Liban. L'illustration montre un soldat israélien faisant le « V » de la victoire, suggérant qu'Israël vient de vaincre le Hezbollah.

Le Monde

www.lemonde.fr

62e Année - N° 19145 - 1,20 € - France métropolitaine — Mardi 15 août 2006 — Fondateur : Hubert Beuve

Les combats ont cessé au Liban

Apaisement Lundi 14 août à 7 heures, des milliers de Libanais ont pris la route du retour



Des soldats israéliens laissent éclater leur joie en quittant le territoire libanais après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, lundi 14 août. CARLOS BARRIA/REUTERS

JÉRUSALEM, BEYROUTH, NEW YORK
CORRESPONDANTS

Lundi 14 août à 7 heures, après un ultime bombardement de l'aviation israélienne contre la ville de Baalbek, le bruit des armes s'est tu de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise. Conformément à la résolution 1701 adoptée vendredi par le Conseil de sécurité de l'ONU et à l'horaire négocié par son secrétaire général, Kofi Annan, les combats ont cessé entre l'armée israélienne et le Hezbollah libanais, après plus d'un mois de guerre.

Dès l'entrée en vigueur de la trêve, des milliers de Libanais ont commencé à prendre la route du retour vers le Liban sud. Dans la foulée de ce fragile apaisement, des soldats israéliens ont entamé un retrait du sol libanais.

Afin d'éviter tout accrochage avec les miliciens chiites, susceptible de dégénérer en une reprise des combats, le gouvernement israélien d'Ehoud Olmert dit vouloir retirer ses troupes le plus rapidement possible. L'armée israélienne entend néanmoins conserver des positions stratégiques au Liban sud, qu'elle n'abandonnera qu'après le déploiement de l'armée libanaise et du contingent renforcé de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), prévu par la résolution 1701.

Dans la mesure où ce texte n'appelle à l'arrêt immédiat que des *« offensives militaires »* israéliennes, les autorités israéliennes se sont réservé, avec l'aval de Washington, le droit d'entreprendre des opérations *« défensives »*, un concept volontairement flou qui, selon un proche de Kofi Annan, pourrait fournir *« des excuses »* à une poursuite des hostilités.

BENJAMIN BARTHE, MOUNA NAÏM ET PHILIPPE BOLOPION

Lire la suite page 3, nos informations pages 3-4 et l'éditorial page 2

■ **En Israël, Ehoud Olmert critiqué.** L'heure des comptes a sonné pour le cabinet d'Ehoud Olmert, après trente-quatre jours d'une guerre qui peut difficilement être tenue pour une victoire. Page 3

■ **Divergences à Beyrouth.** Malgré l'unanimité du gouvernement libanais sur la résolution 1701, des divergences sont apparues sur l'armement du Hezbollah dans la zone tampon. Page 3

■ **La politique française et la guerre.** Évincé par le conflit au Proche-Orient, Nicolas Sarkozy revient grâce au terrorisme. Au PS, les responsables utilisent la guerre contre Ségolène Royal. Page 7

Le Monde du 23 novembre 2006 annonce l'assassinat de Pierre Gemayel en choisissant de mettre en avant les mises en cause de la Syrie par le clan de Saad Hariri.

Le Mon

www.lemonde.fr

62e ANNÉE - N°19231 - 1,30 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE — JEUDI 23 NOVEMBRE 2006

La Syrie mise en cause après la mort de Gemayel

Liban L'assassinat du ministre chrétien attise les divisions politiques

Une des bêtes noires de l'administration américaine, le régime syrien, est mise en cause par le camp libanais hostile à Damas après l'assassinat de l'un de ses membres, le ministre de l'industrie, Pierre Gemayel, mardi 21 novembre. Soutenu par les Etats-Unis et par la France, ce camp qui contrôle le gouvernement et le Parlement souhaite la mise en place d'un tribunal international spécial pour juger les auteurs présumés de l'attentat qui avait causé la mort de Rafic Hariri en 2005. La création de ce tribunal a reçu mardi le feu vert du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle dépend désormais de l'approbation des autorités libanaises, profondément divisées sur le sujet. Le président Emile Lahoud et les formations proches du régime syrien, à commencer par le Hezbollah chiite – qui ont quitté le gouvernement –, veulent contester la légitimité d'une telle décision. L'enquête internationale, sur laquelle le tribunal pourrait s'appuyer, s'il est créé, met en cause directement de hauts responsables syriens.

Ce rapport de forces interlibanais se télescope avec le rôle prêté à la Syrie par les Etats-Unis en Irak. L'administration américaine a accusé à de nombreuses reprises le régime syrien d'aider la rébellion, mais la sanction électorale enregistrée le 7 novembre de la politique suivie jusqu'à présent par George Bush a redonné de la vigueur aux voix qui plaident, à Washington comme à Londres, pour une ouverture vis-à-vis des Syriens, pour qu'ils contribuent à la stabilisation espérée avant le retrait souhaité par les démocrates. Cette proposition pourrait figurer parmi les conclusions du groupe d'études américain dirigé notamment par l'ancien secrétaire d'Etat républicain, James Baker. Le rétablissement des relations diplomatiques entre Damas et Bagdad, mardi, après une brouille d'un quart de siècle, pourrait aller en ce sens. ■

Lire page 4, notre éditorial page 2 et la page Carnet page 34



Désarroi, mardi, à Beyrouth, après l'assassinat de Pierre Gemayel. NIVARAMRO/AFP

Ne peut être vendu
sans « Le Monde TV & Radio »
1,30 € ou 6,50 € avec le DVD - www.lemonde.fr

Le Monde

62e ANNÉE - Nº 19246 - FRANCE MÉTROPOLITAINE — DIMANCHE 10 - LUNDI 11 DÉCEMBRE 2006

Le Hezbollah libanais accusé de « fomenter un coup d'Etat »

Crise Le premier ministre dénonce le Parti de Dieu avant le grand rassemblement de dimanche

BEYROUTH
CORRESPONDANTE

Au Liban, les divisions se creusent. Le premier ministre, Fouad Siniora, a accusé, vendredi 8 décembre, Hassan Nasrallah, secrétaire général du Parti de Dieu, le Hezbollah, et dirigeant de l'opposition, de *« tenter de fomenter un coup d'Etat, ou du moins de menacer d'un tel coup »*. Et l'armée libanaise s'est trouvée contrainte de réfuter les accusations lancées par le parti chiite à propos de saisies d'armes appartenant à sa milice pendant la guerre qui l'avait opposé à Israël au cours de l'été.

L'opposition menace de faire monter d'un cran son mouvement de protestation après le nouveau rassemblement, fixé dimanche. Ses partisans ont, depuis une semaine, pris leurs quartiers sous des centaines de tentes dressées dans le centre-ville de Beyrouth, où l'activité commerciale est très largement paralysée. Ils refusent de quitter les lieux avant d'avoir obtenu satisfaction sur la composition du gouvernement. Toutes les parties en appellent au dialogue, mais elles n'en prennent pas le chemin. Les accusations et les discours sont virulents et les positions respectives antagonistes.

Après sa dénonciation de la menace de « coup d'Etat », le premier ministre est revenu plus longuement sur l'attitude adoptée par le chef du Hezbollah depuis le début de cette crise créée par la démission des ministres chiites. Hassan Nasrallah *« a affirmé chercher le dialogue et être attaché à la démocratie, mais le ton de ses propos et ses positions n'étaient que menaces et semences de division entre les Libanais »*, a déclaré le premier ministre, sur un ton égal qui tranchait avec le réquisitoire vif et passionné prononcé la veille par le dirigeant du Parti de Dieu.

M. Siniora a critiqué *« le grondement de colère insensé et lourd de risques de discorde »*, ainsi que *« les brutalités »* des propos de M. Nasrallah, qui, a-t-il dit, recourt au *« langage de la force »* et de la *« menace »* d'une escalade permanente si l'exigence de l'opposition d'obtenir une minorité de blocage au sein du gouvernement n'est pas acceptée. Il a dénié à M. Nasrallah le droit de s'ériger en juge de qui, au Liban, est *« nationaliste »*, *« propre »* et/ou *« digne de respect »*, tous qualificatifs puisés dans le vocabulaire du chef du Parti de Dieu.

« Le seyyed Nasrallah et la résistance sont en train de dilapider à grande vitesse, dans les rues et les venelles de Beyrouth, a dit M. Siniora, *le capital de respect acquis auprès des Arabes et des musulmans. »*

Le premier ministre s'est par ailleurs demandé, commentant les affirmations de M. Nasrallah selon lesquelles le Hezbollah ne doit allégeance à aucune force extérieure, *« d'où viennent les centaines de millions de dollars qui ne passent pas par les créneaux officiels »* et dont dispose le Parti de Dieu. L'allusion à l'Iran est limpide.

MOUNA NAÏM

Lire la suite page 4

Toujours fidèle à sa ligne éditoriale, *Le Monde* du 10 décembre 2006 présente la manifestation de l'opposition unie selon le point de vue atlantiste et sioniste : le Hezbollah tenterait de fomenter un coup d'État. En réalité, après la démission de six ministres, le gouvernement ne comprend plus de représentants des communautés chiite et grecque orthodoxe et ne répond plus aux critères constitutionnels. En refusant aussi bien un remaniement ministériel adapté qu'une démission collective et en s'accrochant au pouvoir, ce sont les ministres restants qui ont réalisé un coup d'État, alors que les manifestants exigent le respect de la Constitution.

«***Le livre d'Avner Cohen présente un intérêt exceptionnel****. Première étude universitaire sur l'histoire du projet, richement documentée, elle dévoile certains des principaux mystères entourant les événements, à la lumière de nombreuses sources jusqu'ici inexploitées.*»

- Uri Bar-Joseph, *Jewish History*

«***Un ouvrage d'érudition****, comprenant plus de 1 200 notes, et* ***qui*** *pourtant* ***se lit comme un roman****. (...) [Cohen] analyse en détail la façon dont cette politique d'"opacité nucléaire" a évolué, et ce qui l'a rendue possible.*»

- Lawrence Kolb, *New York Times Book Review*

«*Le livre de Cohen heurte la sensibilité des nations.*»

- Dan Ephron, *Washington Times*

«*Le professeur Cohen nous offre* ***un récit complet et convaincant*** *de la mise au point de ce qu'il appelle la doctrine israélienne d'"opacité nucléaire".*»

- Paul C. Warnke, ancien assistant du ministre de la Défense

«*Cette histoire parfaitement documentée des deux premières décennies du programme nucléaire israélien éclaire les forces complexes, à la fois nationales et internationales, qui l'ont forgé. Elle offre au lecteur* ***une pénétration, profonde et fascinante****, de la pensée des responsables israéliens, français et américains* ***sur ce sujet sensible entre tous****, dont seul un petit nombre avait à l'époque connaissance.*»

- Spurgeon Keeny,
président et directeur exécutif de l'Association pour le contrôle des armes

«*Cohen expose (...) l'interaction complexe des politiques de Tel Aviv/Jérusalem, Paris, Washington et de leurs diplomaties, officielle et officieuse, qui ont pavé la voie du programme nucléaire israélien.* Israël et la Bombe *est* ***une contribution inédite et indispensable à la compréhension de l'ère nucléaire dans laquelle nous vivons****, et ses enseignements s'avèrent* ***particulièrement pertinents dans le contexte de l'élargissement du cercle des nations dotées de l'armement nucléaire****.*»

- Carl Kaysen,
ancien conseiller adjoint à la Sécurité nationale de John F. Kennedy

«*Avner Cohen a réussi à accéder à l'intégralité des correspondances entre Kennedy et Ben Gourion d'une part, et entre Kennedy et Eshkol d'autre part. Il est donc en mesure de présenter pour la première fois un épisode de l'histoire du jeune État d'Israël (et de ses relations avec les États-Unis) dont seules quelques personnes, dans ces deux pays, avaient jusqu'ici connaissance.* ***Un des véritables thrillers de l'histoire moderne****.*»

- Professeur Yuval Ne'eman,
ancien ministre israélien des Sciences.

Israël et la Bombe

L'histoire du nucléaire israélien

d'Avner COHEN

Le livre-événement,
à paraître... au 2e trimestre 2019



« Israël et la Bombe *est* ***une lecture obligée*** *pour ceux qui s'intéressent aux questions nucléaires en général et à la complexité des relations américano-israéliennes en particulier. Pour les responsables américains, ce livre est* ***un guide parfait*** *sur la façon de ne pas traiter les cas de prolifération nucléaire à venir.* »

- **Michael Rubner**, *Middle East Policy*

« *Pour quiconque s'intéresse aux conflits sans fin au Moyen-Orient, et à la vie à l'aube de l'ère nucléaire,* ***ce livre est incontournable****.* »

- Miami Herald

« *Cet ouvrage important mérite l'attention des étudiants et spécialistes du Moyen-Orient, des relations extérieures, de la prolifération nucléaire et de la politique israélienne.* »

- **A.R. Norton**, *Choice*

« ***Ce livre est d'une extrême importance****. Cohen a produit un étonnant travail de recherche historique sur un sujet délibérément entouré de mystères et de désinformation, pour de légitimes raisons d'État, à la fois par les gouvernements israélien et américain.* »

- **Samuel W. Lewis**,
ambassadeur des États-Unis en Israël
(1977-1985)

« L'ouvrage de Cohen entraînera la nécessaire réécriture de l'histoire d'Israël, celle des guerres, des relations internationales, des crises politiques internes, tout comme celle de l'économie, de la psychologie et de la fierté nationales. Tout cela devra être vu sous un angle différent. »

- Tom Segev, *Ha'aretz*

ISBN 978-2-917112-10-6 – Prix : 29 euros

Chercheur universitaire de renom, Avner COHEN travaille aux Archives de la Sécurité nationale de l'Université George Washington. Il a enseigné et mené des recherches dans différentes universités américaines (dont Harvard et le MIT) et israéliennes, et a publié de nombreux articles sur des sujets divers comme la prolifération et l'éthique nucléaires, ou l'histoire d'Israël. Il est le co-auteur de *Nuclear Weapons and the Future of Humanity* et *The Institution of Philosophy*.